

**Chicoutimi, 30 janvier 2020**

À : Justin Trudeau, Premier ministre du Canada  
François Legault, Premier ministre du Québec  
Jonathan Wilkinson, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada  
Benoit Charrette, Ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec  
Josée Néron, Mairesse de Ville Saguenay  
Et aux députées et députés fédéraux et provinciaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean :  
Alexis Brunelle-Duceppe, Député fédéral Lac Saint-Jean  
Andrée Laforest, Députée provinciale Chicoutimi  
Éric Girard, Député provincial Lac Saint-Jean  
François Tremblay, Député provincial La Baie  
Mario Simard, Député fédéral Jonquière  
Nancy Guillemette, Députée provinciale Roberval  
Richard Martel, Député fédéral Chicoutimi-Le Fjord  
Sylvain Gaudreault, Député provincial Jonquière

De : Professeures et professeurs, chargées de cours et chargés de cours, professionnelles et professionnels de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

**Objet : Opposition au projet GNL Québec des professeur.e.s, chargé.e.s de cours, professionnel.le.s de l'UQAC**

Monsieur Trudeau,

Monsieur Legault,

Messieurs Wilkinson et Charrette,

Madame Néron,

Mesdames les députées et messieurs les députés,

Nous vous adressons cette lettre en tant que professeurs.es, chargés.es de cours, professionnels.les, tous départements confondus, de l'Université du Québec à Chicoutimi avec un triple objectif : 1) appuyer les récentes sorties citoyennes et celles du milieu de la recherche contre les projets de GNL Québec; 2) mettre en évidence les propositions de transitions développées et en développement à l'UQAC et 3) offrir nos expertises afin d'offrir des issues positives aux enjeux écologiques, économiques et sanitaires. En outre, puisque la recherche alimente la réflexion et devra « dicter la décision » comme le mentionne le ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec, Pierre Fitzgibbon<sup>1</sup>, nous mettons nos expertises à contribution et ajoutons nos forces aux efforts de transition socioécologique déjà en cours.

Cette volonté d'action est motivée par le constat sans appel issu des meilleures données scientifiques mondiales, que ce soit en sciences fondamentales, économiques, humaines et sociales qu'il est urgent de stopper les projets industriels nuisibles à l'équilibre écologique mondial. Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) annonce d'ailleurs que « les impacts sur la santé, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire,

<sup>1</sup> <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/567338/la-science-dicter-la-decision-sur-gnl-quebec-affirme-le-ministre-fitzgibbon>

l'approvisionnement en eau, la sécurité humaine et la croissance économique vont augmenter par rapport à aujourd'hui dans le cas d'un réchauffement de 1,5 °C, et plus encore dans le cas d'un réchauffement de 2 °C. »<sup>2</sup>

C'est pourquoi nous sommes d'avis qu'il est nécessaire de passer de l'inaction à la phase de transition dans un mouvement collectif et cela passe par l'opposition franche au projet GNL Québec.

## LE PROJET GNL QUÉBEC

Dans ce contexte d'urgence climatique, la compagnie en commandite GNL Québec propose de piloter deux projets industriels : Énergie Saguenay et Gazoduq Inc. Ces deux projets reposent directement sur un développement économique basé sur le marché volatil et lucratif qu'est celui de l'énergie fossile. Ces projets ne viennent en aucun cas répondre à l'urgence climatique à laquelle nous sommes confrontés et confrontées, mais représentent bien un vecteur d'accélération des émissions de CO<sub>2</sub> tout en maintenant un développement économique basé sur les énergies fossiles.

Le projet de GNL Québec se décompose en plusieurs composantes qu'il faut savoir distinguer pour ensuite, mieux les relier. D'abord, le but fondamental du projet est l'exportation de gaz « naturel » fossile provenant de l'Ouest canadien et éventuellement du nord-est des États-Unis, vers des marchés étrangers. Notons que le gaz naturel est en réalité du méthane issu en grande partie de la fracturation (procédé utilisé pour extraire le gaz de schiste) et qu'en termes d'émission de GES, l'impact du méthane est 25 fois plus important que celui du CO<sub>2</sub>.

Pour parvenir à leurs fins, les promoteurs du projet prévoient : 1) la construction d'un pipeline de 782 kms reliant l'Ontario et le Saguenay : c'est le projet Gazoduq Inc., 2) la construction d'un complexe industriel comprenant une installation de liquéfaction du gaz naturel (permettant de réduire le volume du gaz), des sites d'entreposage et de transbordement : c'est le projet Énergie Saguenay, qui sera situé à La Baie. Rappelons que cette opération de liquéfaction nécessite une forte demande énergétique, qui serait fournie par Hydro-Québec<sup>4</sup>. Il est économiquement et écologiquement ironique d'utiliser de l'hydro-électricité, une énergie verte, pour la transformation d'une énergie fossile destinée à l'exportation. À cela s'ajoute, 3) le développement d'infrastructures dans le complexe industrialo-portuaire de Grande-Anse qui permettront à l'usine de liquéfaction de s'approvisionner en électricité, en eau et à utiliser les infrastructures maritimes. Ce projet n'est pas directement piloté par GNL Québec, mais développé conjointement avec l'administration de Port Saguenay. Finalement, 4) le gaz fossile une fois liquéfié (le GNL) sera chargé à partir d'un terminal maritime à bord de méthaniers de 300 mètres de long qui iront livrer le GNL au gré des marchés étrangers, à partir du Fjord du Saguenay dont une partie est protégée par un Parc marin, puis via le fleuve Saint-Laurent.

Ces projets posent problème en termes écologiques, économiques, fiscaux et sanitaires, problèmes qui ont été soulevés par plusieurs spécialistes.

Le 3 juin 2019, dans *Le Devoir*, 150 scientifiques dénoncent : la « menace sérieuse »<sup>5</sup> sur la biodiversité des écosystèmes terrestres et marins présents sur la totalité du projet. De plus, comme le démontre l'analyse de cycle de vie effectuée par le Centre international de référence sur le cycle

<sup>2</sup> <https://www.ipcc.ch/sr15/>

<sup>3</sup> IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) (2000) Good Practice Guidance and Uncertainty Management in National Greenhouse Gas Inventories. Intergovernmental Panel on Climate Change National Greenhouse Gas Inventories Programme. Available online at: <http://www.ipcc-nggip.iges.or.jp/public/gp/english/>

<sup>4</sup> <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/562534/hydro-quebec-lance-le-projet-de-raccordement-d-energie-saguenay>

<sup>5</sup> <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/555880/le-projet-gnl-quebec-doit-etre-rejete>

de vie des produits (CIRAIG), l'exploitation du gaz en question, de l'extraction jusqu'à son utilisation, engendrerait l'émission de plus de 7,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre par an. Ces chiffres ne considèrent pas les fuites de gaz de schiste dans les puits de l'Ouest canadien, comme démontré dans une vaste étude menée au département des sciences appliquées de l'UQAC et publiée en novembre 2019<sup>7</sup>. À cela, rajoutons que même si le gaz naturel conventionnel ou non conventionnel (gaz d'hydrofracturation) est une ressource plus propre que le pétrole issu des sables bitumineux, il n'en demeure pas moins que cette ressource constitue une énergie fossile non renouvelable et que pour atteindre les cibles de réduction des gaz à effet de serre, il faut en limiter l'extraction.

Bien que nous reconnaissons que des retombées économiques reliées à la phase de construction incluant la création d'emplois soient indéniables, nous sommes tout de même contre le projet puisque ces retombées seront de courte durée. De plus, le 6 novembre 2019, 40 expertes et experts en économies révèlent en parallèle que le projet ne serait pas aussi rentable qu'Énergie Saguenay le laisse entendre. Toute infrastructure servant au transport d'énergie fossile deviendra obsolète à court terme et en conséquence, les 14 milliards de dollars investis n'auront pas la rentabilité escomptée. En effet, les ressources gazières de l'Ouest canadien permettraient de subvenir aux besoins de l'humanité pour seulement 3 années (alors que les réserves mondiales permettront de satisfaire la demande de l'humanité pour 60 ans)<sup>8</sup>. Ce constat souligne l'importance d'utiliser les énergies fossiles restantes pour des besoins exceptionnels par exemple pour le développement de stratégies d'approvisionnement en énergies renouvelables, lesquelles permettront justement de s'affranchir des ressources fossiles.

De plus, une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)<sup>10</sup> met en évidence que la structure de financement de GNL Québec est construite de sorte à diminuer les retombées fiscales du projet au Québec. Dans le cas du projet Énergie Saguenay, ce ne serait pas la société en commandite GNL Québec qui serait imposée sur les dividendes, mais bien chacun des commanditaires individuellement, qui sont tous américains et établis dans des paradis fiscaux. Toujours selon l'IRIS, cela met en doute l'argument du promoteur à l'effet que le projet rapportera d'importants revenus fiscaux au pays, en dehors des activités de ses deux filiales commanditées. Ainsi, le développement de ce projet de transport gazier servira à des intérêts extérieurs.

À cela s'ajoutent les impacts sur le patrimoine naturel exceptionnel dont jouit le Saguenay–Lac-Saint-Jean. Cet écosystème abrite une biodiversité unique qui est déjà en danger et qu'il faut protéger. Nous pensons notamment aux bélugas, espèce en voie de disparition dont on compte à peine 889 représentants aujourd'hui<sup>11</sup>. Les scientifiques de Pêches et Océans Canada attachés au dossier GNL affirment que « le bruit d'origine anthropique, particulièrement celui lié au transport maritime, est identifié comme une des principales menaces pour le rétablissement de la population [de bélugas] et un environnement sonore adéquat est identifié comme une composante essentielle

<sup>6</sup> [https://jgreener.chm.ulaval.ca/fileadmin/user\\_upload/Rapport\\_de\\_CIRAIG.pdf](https://jgreener.chm.ulaval.ca/fileadmin/user_upload/Rapport_de_CIRAIG.pdf)

<sup>7</sup> Wisen, J., Chesnaux, R., Wering, J., Wendling, G., Baudron, P., Barbecot, F. 2019. A portrait of wellbore leakage in Northeastern British-Columbia, Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS), DOI.org/10.1073

<sup>8</sup> <https://www.lapresse.ca/actualites/201910/14/01-5245397-40-economistes-sonnent-lalarme-contre-gnl-quebec.php>

<sup>9</sup> Wisen, J., Chesnaux, R., Wendling, G., Wering, J., Barbecot, F., Baudron, P. 2019. Assessing the potential of cross-contamination from oil and gas hydraulic fracturing: A case study in northeastern British Columbia, Canada, Journal of Environmental Management 246: 275-282.

Central Intelligence Agency : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2253rank.html>

US Energy Administration: [https://www.eia.gov/outlooks/ieo/pdf/nat\\_gas.pdf](https://www.eia.gov/outlooks/ieo/pdf/nat_gas.pdf)

International Energy Agency: <https://www.iea.org/fuels-and-technologies/gas>

<sup>10</sup> [https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/FicheCAQ-8-GNL\\_WEB.pdf](https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/FicheCAQ-8-GNL_WEB.pdf) et <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1377693/gnl-etude-iris-paradis-fiscaux>

<sup>11</sup> <http://parcmarin.qc.ca/beluga/>

de son habitat »<sup>12</sup>. Effectivement, comme les bélugas communiquent, se déplacent et chassent grâce à l'écholocalisation (l'équivalent du sonar), l'intensification prévue de la navigation sur le Saguenay, à cause du bruit qu'elle engendrera, brouillera les signaux de communication de ces mammifères emblématiques.

Il faut également souligner les risques sur la santé publique liés à la fracturation hydraulique. L'association canadienne des médecins pour l'environnement a fait le bilan des études nord-américaines sur le sujet<sup>13</sup>. Ce bilan révèle que les produits chimiques utilisés dans le procédé de fracturation contaminent l'eau, les sols et l'air entraînant une longue liste d'effets sur la santé.

À ces connaissances s'ajoutent l'opposition de plusieurs personnalités politiques et une pétition signée par plus de 54 000 citoyennes et citoyens<sup>14</sup>. N'oublions pas, enfin, le travail colossal des groupes environnementaux, dont la Coalition Fjord, qui s'activent à démontrer les incohérences du projet GNL et qui font ce travail avec des ressources plus que limitées, contrairement aux lobbys pro GNL.

Face à ces constats, il est évident que le Québec ne peut pas bâtir son avenir sur des projets fragilisant les écosystèmes, les populations humaines et l'avenir économique tout en provoquant une forte tension sociale régionalement et au Québec. Il ressort de ces observations que c'est un leurre de croire que de futures infrastructures de transport gazier serviront aux intérêts de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Notre région possède tous les atouts naturels, environnementaux, humains et économiques pour se placer en chef de file d'une transition socioécologique qui désormais n'est plus optionnelle.

## **L'UQAC, ACTRICE POUR LA TRANSITION**

Les chercheurs.es de l'UQAC sont au travail afin de trouver des issues positives aux enjeux écologiques, économiques et sanitaires cités plus haut.

Plusieurs initiatives sont développées en collaboration avec des acteurs locaux. Par exemple : le déploiement de stratégies en mobilité durable et collective (le projet Accès Libre; <https://mageuqac.com/acces-libre/>) ; une recherche-action sur le potentiel économique et nourricier des réseaux d'agriculture urbaine et des forêts nourricières ; des collaborations pour la mise en œuvre d'un système d'alimentation durable en zone boréale ; le développement de connaissances et de pratiques en écotourisme et en intervention par le plein air. Des ingénieures et ingénieurs travaillent à concevoir des matériaux à faible impact écologique et des filières en énergies renouvelables. D'autres développent des outils d'analyses de développement durable, de cycle de vie et de procédés en écologie industrielle visant notamment la valorisation des résidus de production.

Des chercheuses et chercheurs s'intéressent aux liens entre les déterminants sociaux, écologiques, économiques de la santé et travaillent à développer des milieux de vie propices aux saines habitudes de vie, ce qui passe nécessairement par un environnement sain. Cet environnement est à juste titre étudié afin de documenter, par exemple, les particularités de l'écosystème marin du Fjord ou la forêt boréale comme une alliée alimentaire, énergétique et de santé. Des recherches critiques sont menées sur les rapports de pouvoir entre états dans la géopolitique de l'énergie, sur l'influence des

<sup>12</sup> <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/561779/gnlbelugas>

<sup>13</sup> <https://www.lesoleil.com/actualite/sante/fracturation-hydraulique-un-danger-pour-lasante-b50b01eb3604c5ea65b9796ff07a97e31>

<sup>14</sup> <https://www.non-gnl-quebec.com/coalition-fjord/>

médias sur nos comportements de consommation et sur les moyens d'intégrer les objectifs de développement durable de l'ONU au niveau national et local.

En sciences humaines et sociales, des cours amènent les étudiantes et les étudiants à se déplacer sur le territoire pour réfléchir aux liens interculturels pour créer plus de justice sociale à travers une meilleure communication entre actrices et acteurs. Des ponts étroits avec les communautés autochtones sont bâtis afin d'enrichir le vivre ensemble régional. Enfin, le rayonnement des artistes issues et issus de l'UQAC nourrit en créativité la richesse culturelle et sa diversité<sup>15</sup>.

Ainsi, nous croyons fermement que les investissements pour la région doivent s'inscrire dans de telles trajectoires d'avenir. Nous sommes prêtes et prêts à mobiliser notre temps, nos compétences et nos savoirs pour contribuer à cette nécessaire transition sociale et écologique que l'on souhaite cohérente avec l'ampleur des enjeux actuels.

C'est ça, « Croire en sa région ».

### **Rédactrices et rédacteurs**

<b>Sophie Del Fa</b>	Professeure en communication, Département des arts et lettres
<b>Ian Segers</b>	Chargé de cours en éco-conseil, Département des sciences fondamentales
<b>Olivier Riffon</b>	Professeur en éco-conseil, Département des sciences fondamentales
<b>Romain Chesnaux</b>	Professeur en génie de l'environnement, Département des Sciences appliquées
<b>Catherine Laprise,</b>	Professeure en génétique, Département des sciences fondamentales, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en environnement et génétique des troubles respiratoires et de l'allergie
<b>Jacinthe Dion,</b>	Professeure en psychologie clinique et développementale, Département des sciences de la santé

<sup>15</sup> <https://www.lequotidien.com/arts/un-partenariat-renouvele-entre-le-centre-bang-et-la-belgique-3511f078636be2e67d9853e0e58776c8>